

L'ACCIDENT DE SERVICE DU FONCTIONNAIRE

Dans quels cas un agent peut-il bénéficier d'un congé pour accident de service ?

Le congé pour accident de service est accordé quand un agent est victime d'une pathologie en lien avec le travail. Le même congé est accordé en cas d'accident de trajet.

Toute pathologie survenue pendant le service n'ouvre pas droit à un arrêt de travail au titre de l'accident de service. Il n'y a pas d'accident de service lorsque la pathologie, même survenue ou révélée pendant le service, est liée à un état antérieur de l'agent indépendant du service. De même, l'agent ne sera pas mis en arrêt pour accident de service lorsque la pathologie résulte d'une faute inexcusable de l'agent.

Quel est la procédure d'octroi d'un congé pour accident de service ?

L'agent doit remplir et adresser une feuille de déclaration d'accident de service.

Sur la base de la déclaration, le service de l'administration du personnel (SAP) peut, soit reconnaître l'imputabilité au service, soit saisir un médecin expert, soit refuser.

En cas d'imputabilité, les documents ou prise en charge des soins sont adressés par le gestionnaire du dossier à l'agent.

Pendant combien de temps un fonctionnaire peut-il bénéficier d'un accident de service ?

Le fonctionnaire peut bénéficier d'un accident de service jusqu'à ce qu'il soit en situation de reprendre sur son poste ou dans le cadre d'un reclassement ou alors, jusqu'à la mise à la retraite pour invalidité si la reprise n'est pas possible.

Comment est rémunéré un agent en accident de service ?

L'agent est rémunéré à plein traitement.

Un agent peut-il devoir reverser une partie de sa rémunération en cas d'accident de service ?

Un agent victime d'un accident de service doit reprendre si sa santé le lui permet ou cesser de transmettre des certificats médicaux au titre de l'accident de travail si la pathologie qui empêche la reprise n'est plus liée à l'accident. Or, dans certaines hypothèses, compte tenu de la prolongation de l'accident de travail, le Conseil départemental saisit la commission de réforme. Celle-ci fixe parfois une date de consolidation avec reprise du service antérieure à la reprise effective qui correspond donc à une période pendant laquelle l'agent était encore en arrêt. La commission de réforme peut également indiquer que l'arrêt de travail, bien que justifié, ne l'est plus au titre de l'accident de service. Dans les deux cas, la période d'absence n'est donc plus prise en charge au titre de l'accident de travail mais au titre de la maladie ordinaire. Il en résulte que l'agent peut devoir restituer une partie de son traitement si, en maladie ordinaire, il doit être rémunéré à demi-traitement. De même, il peut devoir rembourser des frais médicaux pris en charge par le Conseil départemental.